

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2842>



Reveillon revendicatif au lycée de Decize

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Echos des établissements - Lycée Maurice-Genevoix (Decize) -



Date de mise en ligne : mardi 16 décembre 2008

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Les enseignants du lycée de Decize ont organisé aujourd'hui un "réveillon revendicatif" contre la réforme du lycée. Malgré l'annonce du report de cette réforme, ils ont jugé nécessaire de maintenir cette action pour sensibiliser les parents et les élus aux dangers de la réforme des lycées mais aussi au danger des autres réformes. Un point particulièrement problématique a été abordé : le manque terrible de moyens de remplacement dans plusieurs disciplines qui laisse au lycée de Decize comme au collège des élèves sans professeurs pendant plusieurs semaines et qui se termine souvent par des recrutements à l'ANPE de vacataires ou contractuels non formés.

Cette action s'est commencée par un moment d'échange entre enseignants, parents et élus locaux.

Communiqué des personnels :

"Les enseignants du lycée Maurice Genevoix prennent acte de la décision du ministère de surseoir au projet de réforme du Lycée : projet qui, en l'état, malgré plusieurs reculades qui prouvaient son manque de préparation, accentue le déterminisme social, remet en cause le niveau d'études des élèves et l'existence du baccalauréat comme examen à reconnaissance nationale.

Ils entendent néanmoins rester mobilisés, d'autant que si cette réforme est pour le moment suspendue, il n'en reste pas moins que d'autres toutes aussi néfastes restent à l'ordre du jour, avec la même logique : un affichage médiatique devant l'opinion, un manque de préparation et un objectif de suppressions de postes (13 500 postes doivent être supprimés à la rentrée 2009). Parmi celles-ci, on peut citer :

- l'école primaire où l'on a supprimé les cours le samedi matin pour créer une forme de soutien dans le but de supprimer les RASED,
- le recrutement à bac+5 des enseignants ce qui sans améliorer leur niveau de recrutement réel, va remettre en cause le statut de fonctionnaire de la seconde année d'IUFM,
- la création de l'agence nationale de remplacement, annonce qui cherche à masquer la suppression massive de postes de remplaçants dans le premier et le second degrés, alors que les remplacements sont déjà mal assurés du fait des précédentes suppressions de postes
-

Les raisons de rester mobiliser pour défendre l'école publique restent toujours d'actualité."